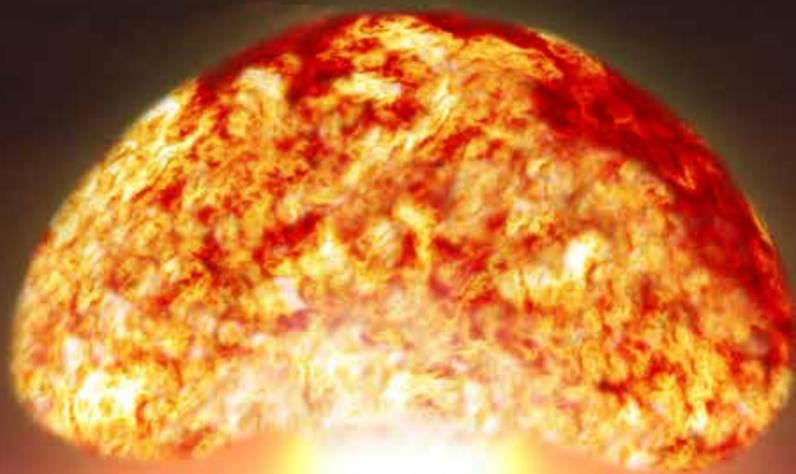


# Un sommet du G5 POUR ÉCARTER L'IMPENSABLE



Focus  
4-5



L'éditorial  
de **Jacques  
Cheminade**

## Face à la guerre civile

Une guerre se déroule dans le monde entre des pays dont les chaînes de valeur sont étroitement imbriquées et au sein de chaque pays, où les classes sociales, définies par un travail humain aujourd'hui abaissé, ont éclaté. C'est cette imbrication qui rend la situation si dangereuse : une séparation, comme le voudraient les dirigeants anglo-américains vis-à-vis de la Chine ou comme les nantis de notre pays vis-à-vis des Gilets jaunes, prend inévitablement la forme d'une guerre civile, nationale et mondiale, tandis que retrouver une unité par un développement mutuel exige une révolution de la manière de penser et de système politique. Les grandes organisations qui, du moins apparemment, donnaient un sens à la vie de leurs militants, ont disparu. Il reste des addictions irrationnelles : culte de l'argent, écologisme impuissant ou dévoyé, islamisme destructeur...

Retrouvez Cheminade sur  
[www.jacquescheminade.fr/](http://www.jacquescheminade.fr/)  
Et aussi :



Aux Etats-Unis, l'oligarchie financière divise pour régner dans la tradition coloniale de l'Empire britannique : classe moyenne et travailleurs pauvres ruinés par la mondialisation financière contre une agglomération de minorités violentes socialement abandonnées. C'est la guerre entretenue de victimes contre d'autres victimes, leur dénominateur commun étant de ne plus croire à un destin commun. La « cancel culture », reposant sur l'effacement de l'autre, est là pour aggraver cette division sous les haillons d'un faux progressisme. On dira « ça n'arrivera pas chez nous ».

## Etre pessimiste, c'est devenir complice

En fait, c'est déjà arrivé, masqué par nos restes d'un système de minimas sociaux. L'abstention électorale en est le symptôme, ici comme là-bas. Car l'Empire de l'oligarchie financière est global. Sa domination par l'émission effrénée de fausse monnaie entretient son pouvoir, n'alimentant plus ni le travail réel ni la production agricole et industrielle.

Avec au sommet ces « boulots à la con » d'une caste de portes tournantes public-privé, composée de domestiques grassement entretenus, chargés d'asphyxier les conflits sans créer ce qui pourrait menacer le système. A la base, les tâches répétitives ou ubérisées, rémunérées à la limite de la survie familiale. Restent heureusement tous ceux dont l'activité essentielle à notre vie a été rendue concrète pendant la pandémie : personnel hospitalier et des Ehpad,

médecins, chercheurs, assistantes et aides sociales, employés de la voirie, des secteurs alimentaires, de la justice, policiers, gendarmes, et tous ceux qui ont endossé les gilets jaunes, se rassemblant sur les ronds-points pour surmonter leurs anxiétés et leurs ressentiments en parlant du futur.

Aujourd'hui ce sont eux, intérimaires, CDD et patrons de petites entreprises, qui seront les premières victimes du carnage social. Le gouvernement n'a pas fait un « plan de relance », il essaie de gagner du temps en versant 100 milliards, mais pas tout de suite. Et si 40 milliards proviennent du fameux plan de l'Union européenne, nous devons rembourser 67 milliards (notre part de 17 % des contributions aux 390 milliards du plan).

Reste la manipulation idéologique, qui passe par l'addiction au jeu. Jeu sur des Bourses devenues un tripot géant sous influence, jeux sur les écrans par série de fonctionnalités qui manipulent l'internaute en jouant sur le fonctionnement de son cerveau. Jusqu'à le plonger dans les métavers, ces univers virtuels faits de pixels.

Alors, sommes-nous pessimistes ? Non, car ce serait devenir complices. Mais comment ne pas l'être ? En agissant. C'est pour cela que nous avons écrit notre *Feuille de route* et vous demandons de la lire, de la commenter, de l'enrichir. Elle va à l'essentiel, là où se nouent des solidarités par le progrès mutuel, dans le combat pour un salut commun.

Face aux guerres civiles pouvant dégénérer en guerres menaçant de nous anéantir, face à l'aventurisme militaro-financier, nous devons bâtir les conditions de la paix par le développement mutuel. En défiant les mafias au pouvoir qui nous disent : « Obéissez-nous ou vous serez réduits au silence ». ■

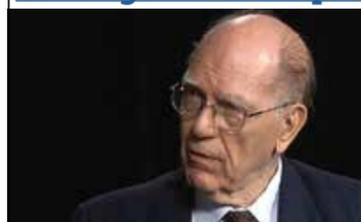
## Mobilisation 2

### Journée citoyenne de S&P



## Economie 6

### Enterrer le libre- échange britannique



## Entretien 8

### Jean-Claude Gayssot : transports et croissance durable

## La France a besoin de nous

**Christine Bierre**

Rédactrice-en-chef de Nouvelle Solidarité

■ C'est avec ces mots que Jacques Cheminade ouvrit la journée citoyenne de rentrée de Solidarité & Progrès. La France a besoin de ceux qui n'ont pas peur et qui s'aventurent à improviser, de ceux qui accordent leurs actes à ce qu'ils savent, d'explorateurs qui se battent pour plus de justice sur le front du quotidien et servent la cause de l'humanité sur le front de l'histoire. Elle a besoin de patriotes citoyens du monde, pas de serviteurs ni de planqués dans un souverainisme aveugle ; de femmes et d'hommes qui comprennent l'urgence immédiate de réunir les principaux chefs d'Etat pour arrêter la dérive vers une nouvelle guerre mondiale.

Pour réussir, la France a besoin de notre action à l'international : c'est pourquoi nous avons invité Helga Zepp-LaRouche, présidente de l'Institut Schiller international, et Dennis Speed, porte-parole du Comité d'action politique LaRouche (LPAC), à nous rejoindre ce matin-là pour apporter leur éclairage sur ces questions.

Sur fond du contexte stratégique décrit les 5 et 6 septembre (voir pages 4-5), Mme LaRouche concentra son tir sur la politique allemande, devenue européenne depuis l'accession d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne. Une politique catastrophique tant du point de vue économique que stratégique. Sa version ultra radicale du New Deal vert, qui vise à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 55 % d'ici 2030, coûtera à l'Allemagne, selon l'associa-

### Le « New Deal vert » de Bruxelles, c'est le retour à la lampe à huile.

tion d'industriels allemands BDI, pas moins de 2,3 milliards d'euros d'ici 2050. Dans un contexte où toute l'industrie européenne plongerait en compétitivité face au reste du monde, ce retour aux énergies de basse intensité représenterait le retour à la lampe à huile pour notre continent. Sur le plan stratégique, Von der Leyen n'a pas hésité à accuser le gouvernement russe dans l'affaire Navalny, à appeler à une révolution de couleur contre Loukachenko et à qualifier la Chine de « rival stratégique ».

Mme LaRouche utilisa le contre-exemple de Friedrich List (1789-1846), économiste allemand et collaborateur d'Alexander Hamilton, fondateur de l'Ecole américaine d'économie, pour qui la principale source de richesse est la créativité humaine, investie dans les découvertes scientifiques et techniques qui permettent à la société d'accroître sa capacité d'accueil, en produisant plus avec moins de matière, grâce aux énergies de haute densité et à leurs applications industrielles. La clef du miracle économique chinois des 40 dernières années, a-t-elle souligné, est l'application des idées de List, qui reste le plus populaire des économistes dans ce pays.



Dennis Speed décrit, quant à lui, la terrible transformation de la République américaine en nouvel Empire britannique, dont la dernière phase remonte à l'assassinat de Kennedy en 1963. Charles de Gaulle l'avait d'ailleurs mis en garde contre les tentatives d'assassinat fomentées contre lui par une certaine synarchie.

Peut-on parler de racisme dans la police et la population américaines ? Bien sûr, mais sa véritable source est une pensée eugéniste, raciste et malthusienne qui émane des héritiers de l'Empire britannique (et pas seulement dans le Sud), dont certains ont pour nom Lothrop Stoddard, Madison Grant ou Gaylord Nelson. Ces courants aboutirent, en 1974, à l'adoption par Kissinger (alors secrétaire d'Etat) de la directive NSSM 200, qui définissait la croissance démographique des pays pauvres comme un danger pour les Etats-Unis. La politique militaire et de sécurité américaine fut alors adaptée à cet objectif, débouchant sur la Révolution dans les affaires militaires d'Andrew Marshall et le soutien apporté à cette politique par George Schultz, parrain du régime Bush (père), et Felix Rohatyn, ancien maire de New York. Le voilà, le « Deep State » !

Face à ce courant que Lyndon LaRouche a toujours combattu, si les récentes déclarations de Donald Trump contre le complexe militaro-industriel, dans son discours du Labor Day, représentent certes une dénonciation utile, dans un contexte général de décadence de la pensée politique, tout reste à faire cependant ! ■

# Quelle feuille de pour assurer un



**Au beau milieu de la crise et alors que le plan de relance du gouvernement a du mal à convaincre, la journée citoyenne de Solidarité & Progrès, le 19 septembre, a réuni par visioconférence plusieurs figures hétérodoxes pour échanger avec Jacques Cheminade et les internautes sur les véritables enjeux de la situation.**

Ouvrant le débat, Cheminade rappela les points forts de la « Feuille de route » de Solidarité & Progrès, intitulée *Soyons résolus de ne plus servir l'oligarchie : réparer, reconstruire, refonder* (à commander chez S&P), une belle référence au discours de La Boétie de 1576, où il s'en prend à la « servitude volontaire ».

#### Réparer, reconstruire, refonder

D'abord, pour réparer, a dit Cheminade, il faut assurer que le « pognon de dingue » déversé dans le cadre des plans de relance serve réellement à quelque chose d'utile, qu'il aille en particulier soutenir ceux qui, pendant la crise sanitaire, ont « fait don de leur personne », et aux PMI/PME, durement frappées par le confinement, notamment dans la restauration et l'hôtellerie.

Pour reconstruire, il faut revenir à l'investissement productif. Sur les chiffres, les regards ont changé. Que ne lui a-t-on pas dit lorsqu'il proposait, lors de sa campagne présidentielle, d'investir 100 milliards d'euros par an pendant 5 ans afin de créer 1 million d'emplois chaque année, soit 5 millions en tout !

Pour y parvenir, il faut scinder les banques, en imposant une stricte séparation entre les activités de dépôt et de crédit, et les opérations à haut risque sur les marchés. Au préalable, il faut qu'une vraie commission d'enquête, dirigée par un procureur doté de pouvoirs d'enquête et de réquisition, établisse aux yeux de tous, grâce à la retransmission en direct sur toutes les chaînes de télévision, les responsabilités des banques ayant détourné l'argent de l'économie réelle au profit de spéculations prédatrices, nous conduisant à la ruine. Dans le même élan, il s'agit de retrouver notre souveraineté monétaire en rétablissant une Banque nationale, et si notre adhésion à l'UE, à l'euro et à l'OTAN y fait obstacle, sortir de ces institutions, sans abandonner pour autant des coopérations renforcées avec nos partenaires. La relance ne viendra que de notre capacité à déployer ce « véritable argent » au service de la création humaine, de la découverte de nouveaux principes physiques et de leurs applications technologiques. L'économie ne consiste pas à vendre plus cher ce que l'on a acheté à bas prix.

Enfin, refonder, cela signifie que ce « crédit productif » représente une solidarité humaine et aussi de grandes ambitions : participer au développement de l'Afrique et pousser la recherche aux frontières de la connaissance humaine, que ce soit dans l'espace ou au fond des océans, ces entreprises redonnant un sens à notre identité d'explorateurs.

Pour cela, il faut une participation citoyenne, non pas actionnariale comme le souhaite Darmanin, mais



**Christine Bierre**

Rédactrice-en-chef de Nouvelle Solidarité

une véritable « co-détermination », à parité, « entre les apporteurs de travail et les apporteurs de capital », pour diriger aussi bien les entreprises qu'une future Banque nationale. C'est avant tout limiter l'emprise de cette « caste des portes tournantes » qui dirige la France et qui fait qu'un haut fonctionnaire du Trésor passant dans le privé, puisse se retrouver à la tête d'une entreprise qu'il était auparavant chargé de surveiller... Nos politiques, y compris le Président de la République, n'ont plus aucun réel pouvoir politique, tout étant décidé ailleurs qu'à Paris dans le cadre de la mondialisation financière. Pour rétablir ce pouvoir, il faut libérer la prisonnière : la France occupée par la finance prédatrice.

Beethoven, dont nous célébrons le 250<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance, composait pour les générations futures. Ainsi, comme l'affirmait Léo Lagrange, notre engagement doit être de « donner l'art et la science au peuple » afin que la France s'élève à la dimension qu'elle doit avoir dans son histoire.

**Sébastien Périmony, de S&P, anima ensuite une table ronde, donnant la parole tour à tour à Philippe Béchade, rédacteur-en-chef de la Chronique Agora et chroniqueur économique sur BFM, Marc-Gabriel Draghi, juriste et auteur de l'ouvrage *Le règne des marchands du temple, le gouvernement des banquiers*, Jean-Claude Werrebrouck, économiste et ancien professeur à Lille II, auteur de *Banques centrales, indépendance ou soumission*, et Christophe Laverne, enseignant en économie et co-auteur de l'étude *Un plan de relance par le crédit productif public*. Reprenant des éléments de la Feuille de route proposée par Solidarité & Progrès, chacun tenta d'apporter des solutions aux terribles dérives que nous constatons. ■**

Retrouvez les vidéos de cette journée citoyenne sur : [solidariteetprogres.fr/jourcit2020](https://solidariteetprogres.fr/jourcit2020)

# route de vraie relance ?

**PHILIPPE BÉCHADE**

**L'argent des Banques centrales ruisselle-t-il vers l'économie réelle ?**

« Si l'on sait faire du keynésianisme, faire des déficits et monétiser la dette, reconnu d'emblée cet analyste pointu, dans le système actuel, le ruissellement de l'argent banque centrale vers l'économie réelle reste du domaine de l'impossible. Il y a 25 ans, le Japon a été le premier pays à offrir de l'argent gratuit qui, au lieu d'aller à l'économie réelle, est allé alimenter une vaste bulle financière mondiale, le fameux 'yen carry trade'. En clair, les opérateurs internationaux empruntaient au Japon à taux zéro pour le prêter ailleurs

**Dans le système actuel, le ruissellement de « l'argent banque centrale » vers l'économie réelle est impossible. (P. Béchade)**

à des taux positifs et empochaient la juteuse différence ! (...) Une fois qu'on prend ce genre de mauvaise habitude, on finit par oublier d'investir dans l'économie réelle.

En 2020, on revient à la même chose, avec une politique de relance keynésienne illimitée. Le 15 mars, la Fed a adopté une politique de taux zéro et derrière, les 'Covid plans' s'enchaînent à coup de 1500 milliards de dollars pièce, tout cela avec de l'argent qui n'existe pas et qui sera créé par la Banque centrale. Chaque matin, la Fed, la Banque du Japon ou la BCE, offrent des

dizaines de milliards de dollars. Or, la demande d'argent émane du monde financier lui-même et très peu d'argent des Banques centrales arrive dans l'économie réelle car des projets, il y en a peu.

Vous allez me dire que là, je brosse un tableau épouvantable. Il est vrai que la crise de la Covid amène le discours sur un renouveau par 'l'économie verte'. (...) La transition, tout le monde est d'accord pour s'inscrire dans cette mouvance, après il va falloir voir de plus près... Il y aura des tricheurs, des gens qui essaieront d'attirer les capitaux. » ■

**MARC-GABRIEL DRAGHI**  
**Annuler la dette ?**



Pour ce jeune juriste qui milite aux côtés des Gilets jaunes, la crise de la Covid-19 a remis cette question dans tous les esprits : « Dans l'antiquité et jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, les annulations des dettes publiques et privées étaient pratiques courantes. (...) Cependant, au début des années 1830, c'est aux États-Unis que le concept de dette illégitime ou odieuse commence à prendre forme : le 11<sup>e</sup> amendement à la Constitution visant à protéger des États poursuivis pour cause de dette illégitime fut voté par le Congrès. (...) Au moment de la guerre civile de 1861-1865, Abraham Lincoln s'opposera aussi aux créanciers internationaux, en particulier à la Banque d'Angleterre et aux Français à propos du crédit accordé aux sudistes par Erlanger. Il introduit alors le 14<sup>e</sup> amendement à la Constitution,

dont la section 4 stipule que 'ni les États-Unis, ni aucun État n'assumeront ni ne payeront aucune dette ou obligation contractée pour assistance à une insurrection ou rébellion contre les États-Unis, ni aucune réclamation pour la perte ou l'émancipation d'esclaves, et toutes dettes, obligations et réclamations de cette nature seront considérées comme illégales et nulles'.

« La démarche de Lincoln est à mettre en parallèle avec ce qui se passa ensuite au Mexique, où Benito Juárez, en 1867, va lui aussi procéder à un moratoire unilatéral sur le service de la dette. (...) Par la suite, le juriste argentin Louis Mario Drago (1859-1921) et le juriste russe Nahum Sack (1890-1955) apporteront plus de précisions à la définition exacte de dette odieuse, permettant à cette notion de s'inscrire dans le droit international. » ■

**CHRISTOPHE LAVERNHE**

**Les capacités créatrices restent l'unique source de richesse**

Comme l'a bien compris cet enseignant en économie, le développement des capacités créatrices, c'est la confrontation avec l'inconnu, suscitant chez l'homme la capacité de trouver des solutions à des problèmes jamais rencontrés, qu'il s'agisse de l'orbite des étoiles ou d'une machine qui ne fonctionne plus comme elle devrait. Or, cette capacité est essentielle pour pouvoir intervenir sur l'économie réelle et donc transformer l'univers pour le meilleur.

M. Lavernhe cite alors, à titre d'exemple, Christine Ferber, cette créatrice « haute confiture » qui en produit 200 000 pots par an, et qui donne une bonne idée de ce qu'est le travail créatif. « La recette est une chose, la faire en est une autre. Il faut avoir des pensées douces quand on réalise le travail, et les matières vous le rendent. Mon père m'obligeait à chercher par moi-même. »

Il se fait le porte-parole de certains collègues qui n'ont pas cette chance, en raison de la disparition programmée d'une filière qui est au cœur de la production industrielle française : la filière STI. Depuis mars 2000 et la stratégie de Lisbonne, nous sommes entrés dans une éducation utilitariste, consistant à exercer un certain nombre de tâches : le management par les compétences, qui a maintenant atteint toute l'éducation nationale. On attend d'un élève ou d'un étudiant qu'il sache « performer » dans un certain nombre de tâches précises. On l'enferme dans une prison systémique où il n'est pas prévu qu'il puisse formuler un jugement...

La filière technologique industrielle STI traite six matières de génie mécanique : électrotechnique, génie civil, énergétique, matériaux et optique. Le lieu idéal pour pratiquer cet enseignement, c'est le laboratoire, l'atelier, et juste à côté, une salle de cours afin que d'un côté, on approche la connaissance par le travail concret avec des machines professionnelles, et de l'autre, à partir de ces constatations, on arrive à la théorie. C'est un enseignement qui permet de raccrocher à la réalité de la production ceux qui ont rencontré des difficultés dans leurs études théoriques, et à partir de là, les amener vers la théorie. Et on a vu que ça marchait !

« Ce n'est pas une réforme, c'est une contre-révolution pédagogique », s'insurgent les collègues de M. Lavernhe, qui ont vu tout leur travail balayé : à la casse, les machines-outils, les équipements industriels étant réduits à l'état de matières inertes sur le plateau d'un camion de déménagement ! ■

**JEAN-CLAUDE WERREBROUCK**

**Rétablir la souveraineté monétaire**

Selon ce spécialiste des Banques centrales, suite à l'affaiblissement du pouvoir des États, à leur « servitude volontaire », les Banques centrales se sont érigées en « proto-États ». « Ces duopoles protègent leurs actionnaires du chaos, mais bien plus la finance que les États. Voilà la réalité de la BCE et de la Fed et de leur action. Évidemment, s'endetter sans limite permet aux États de dépenser sans compter. Notons tout de même que la Fed a dépensé depuis quelques mois le double de ses recettes fiscales sur la même période. »

On peut en sortir, « à condition de réunifier de nouveau la Banque centrale et le Trésor, car historiquement cette union a existé. C'est en établissant le couple État-monnaie que l'État affirme sa souveraineté. » Dans ce contexte, une cryptomonnaie nationale en France pourrait-elle apporter les liquidités pour l'investissement que notre Banque de France, sous contrôle de Bruxelles, ne peut plus fournir ? Selon M. Werrebrouck, si le Trésor français le faisait, l'État retrouverait sa capacité d'émettre de l'argent pour créer des emplois et réduire les déficits. Cependant, les échanges avec l'étranger devant toujours être faits en euros, le problème reviendrait par ce biais. ■

**Echanges animés**

■ A la question : faut-il un emprunt public pour relancer l'économie, M. Werrebrouck répond sans hésiter : « Un emprunt d'État ? C'est créer encore de la dette. Je n'en ai pas besoin. Prenons une situation extraordinaire, la guerre 14-18. Les ressources fiscales représentaient 16 % des dépenses annuelles. Il fallait trouver de l'argent ailleurs. La fusion de la Banque centrale et du Trésor a permis de faire des avances, non remboursables. Et cela a duré jusqu'à l'époque de Pompidou. Il suffit donc d'exiger de la Banque centrale les moyens de créer de la richesse – je dis bien exiger. Est-ce que cela produit de l'inflation ? Pas du tout : s'il y a une production, il n'y a pas d'inflation. A une production supplémentaire doit correspondre une masse monétaire supplémentaire. Les Banques centrales font partie du périmètre de l'État, et l'État est le patron. » Sur cette question M. Werrebrouck fut rejoint par Christophe Lavernhe et Marc-Gabriel Draghi.

Pour Draghi, la vraie question est de retrouver la souveraineté monétaire, car la monnaie symbolise la capacité de production et la richesse de la collectivité. Mais comment ? Selon Werrebrouck, le processus de reprise en main des Banques centrales par les États devra forcément être « très, très » brutal ! « Comment briser leur contrôle ? s'interroge Béchade. Ça ne peut pas se faire en douceur, par un vote démocratique. Il faudrait qu'il y ait une expression très forte, où les initiés du casino, ce sont les gens qui vont devoir reconstruire le château de cartes qui s'effondre... » Pour Draghi aussi, ce retour sera violent. Pourtant, ce sont bien les circuits du Trésor dans les années 60, la fusion entre Trésor et Banque centrale, qui ont créé un système nous permettant encore aujourd'hui d'avoir des infrastructures relativement correctes et des hôpitaux. Comment faire, alors que c'est l'UE qui contrôle notre Banque centrale ? Pour M. Werrebrouck, là aussi, il faut une stratégie de rupture. La Grande-Bretagne l'a eue, et c'est une bonne chose. Aujourd'hui, la fausse Europe « a très peur de la Grande Bretagne », conclut-il. L'occasion de refonder la vraie ?

Une table ronde fortement appréciée par les participants, qui sont sortis mieux équipés que jamais pour faire passer le message. ■

ESCALADE MILITAIRE ET BANALISATION DE L'ARME NUCLÉAIRE

# Un sommet du G5 pour écartier l'impensable



Réunies les 5 et 6 septembre lors d'une visioconférence internationale de l'Institut Schiller, Helga Zepp-LaRouche, sa présidente, et des personnalités du monde entier ont dénoncé les provocations militaires des Etats-Unis contre la Russie et la Chine. Elles ont appelé les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à rétablir le dialogue de toute urgence. La coopération autour du projet ITER pour la fusion nucléaire en est un exemple. Résumé\*.

Les propos introductifs de Mme LaRouche ont ouvert la voie à une série d'interventions de très haut niveau sur les causes de ces dangers, avec d'abord Andreï Kortunov, directeur général du Conseil russe des affaires internationales (RIAC), suivi de trois acteurs chevronnés en matière de négociations de paix entre Américains et Soviétiques, puis Russes : Edward Lozansky, président de l'Université américaine de Moscou, James Jatras, ancien diplomate et conseiller de la direction du groupe républicain au Sénat américain, et Martin Sieff, de l'Université américaine de Moscou. William Binney et Kirk Wiebe, deux anciens directeurs de la NSA, aujourd'hui dissidents, sont aussi intervenus (voir la vidéo intégrale sur le site [www.institutschiller.org](http://www.institutschiller.org))

## Un Empire britannique qui refuse de mourir

Pour Mme LaRouche, la cause de ces graves tensions réside dans un parti impérial qui s'est constitué aux Etats-Unis depuis l'époque de l'Empire britannique. Refusant de renoncer à leurs fantasmes d'hégémonie mondiale, ses acteurs veulent maintenir coûte que coûte un ordre supranational, géré par la finance spéculative, quoique moribonde, de la City de Londres et de Wall Street. Pour en sortir, cette hégémonie doit laisser place à une coopération entre nations souveraines, tournée vers le bien de l'humanité.

Au fond, l'enjeu est toujours d'annihiler l'héritage du véritable « système américain d'économie » en vigueur

au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec ses expressions modernes comme le New Deal de Roosevelt, ainsi que sa conception du Bretton Woods de 1944 – bien que sa politique d'industrialisation des pays pauvres ait été largement dévoyée. Plus récemment, ce sont les politiques préconisées par l'économiste américain Lyndon LaRouche qui ont réveillé cet héritage, ainsi que certaines impulsions russes ou chinoises, avec le projet Une ceinture, une route. Selon ce courant, la richesse réelle se trouve non dans les profits spéculatifs ou les matières premières en tant que telles, mais dans les capacités créatrices des citoyens, s'exprimant à travers leurs découvertes scientifiques, techniques et culturelles, qui permettent à la société d'augmenter quantitativement et qualitativement sa capacité d'accueil. En 1971, à la mort du système de Bretton Woods, la finance internationale réimposa le système de libre-échange de l'Empire britannique, avec les conséquences que l'on sait.

Helga Zepp-LaRouche fit le tour des actes de harcèlement militaire engagés quotidiennement par l'OTAN aux frontières de la Russie et en mer de Chine. Dans un climat surchauffé où menaces, tentatives de changement de régime (dernière en date, la Biélorussie), accusations non prouvées d'assassinat (Navalny, après Skripal) ont remplacé toute discussion politique, le moindre incident pourrait fournir le prétexte à une nouvelle guerre mondiale.

Elle passa alors en revue les changements de doctrine militaire des Etats-Unis. Depuis 2017, ils ont requalifié la Russie et la Chine comme des « rivaux » géopolitiques, accusés de vouloir réduire

l'influence américaine et, pire encore, de vouloir changer « les règles » établies par la seule puissance des Etats-Unis. Les documents officiels tels que la Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis (NSS) de décembre 2017, la Stratégie nationale de la défense (NDS) de janvier 2018 et la Revue de la doctrine nucléaire (NPR) de février 2018, permettent d'évaluer cette sinistre transformation.

Outre la modernisation de la triade nucléaire, cette évolution se traduit aujourd'hui par la décision gravissime des Etats-Unis de banaliser l'emploi d'armes nucléaires à faible intensité,

**Outre la modernisation de la triade nucléaire, les Etats-Unis ont introduit la doctrine d'emploi d'armes nucléaires à faible intensité.**

violant ainsi leur caractère purement défensif. Des missiles W763 de ce type équipent déjà un sous-marin de classe Ohio. Plus récemment, un commandement spatial américain a été créé, explicitement pour empêcher la Chine de prendre les devants et définir les règles dans l'espace.

Face à cette aggravation de la crise, sous ses multiples aspects, seul un changement de paradigme pourra éviter une nouvelle guerre mondiale, a insisté la présidente de l'Institut Schiller. Or un

tel changement ne peut venir que des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies : Etats-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni.

## Andreï Kortunov

D'emblée, M. Kortunov souligna la pertinence de la proposition de Mme LaRouche. En effet, si ce groupe du P5 a été créé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, c'est précisément pour assurer la sécurité de la planète.

Etayant les précédents propos sur le danger nucléaire, il déclara : « C'est tout le système international de contrôle des armes nucléaires qui est en train de s'effondrer. » Après le renoncement au traité interdisant la défense antimissiles (ABM), en 2002, et au traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) en 2019, il est à craindre que le traité Start III, qui limite les missiles nucléaires intercontinentaux, ne soit pas renouvelé en 2021.

Malgré l'absence d'architecture juridique, la tâche la plus urgente reste donc « d'empêcher une guerre nucléaire ». Toutefois, la stabilité peut et doit être améliorée « grâce à des contacts entre nos militaires, nos hommes politiques et nos experts, (...) grâce à l'échange d'informations sur l'évolution des doctrines militaires et des plans de développement militaire », a assuré M. Kortunov.

Bien qu'étant convaincu que « la course technologique ne fait que commencer », M. Kortunov estime qu'« il est encore possible d'agir, en fermant rapidement les domaines les plus dangereux liés à l'intelligence artificielle, à la militarisation de l'espace et au développement de systèmes autonomes d'armes mortelles, pour n'en citer que quelques-uns. Il est évident que cette tâche nécessitera des formats de



**Christine Bierre**

Rédactrice-en-chef de Nouvelle Solidarité

◀ Le navire USS Cowpens en mer de Chine méridionale.

contrôle des armements complètement différents, dans lesquels les normes et codes de conduite informels peuvent signifier davantage que des accords formalisés, et le rôle du secteur privé et de la société civile ne sera pas inutile. »

**Edouard Lozansky, James Jatras et Martin Sieff**

Chez ces trois hommes, une même inquiétude : les élections américaines détermineront l'ordre mondial et le choix entre la guerre et la paix. Or les responsables politiques ne sont pas prêts.

Lozansky, pour qui le défi pour les Etats-Unis est de choisir entre « l'hégémonie mondiale ou le partenariat dans une coopération gagnant-gagnant », se dit « inquiet que la plupart des Démocrates et des Républicains veuillent toujours que l'Amérique soit le leader ». Qui plus est, le retour au *statu quo* promis par Biden risque fort de signifier un retour aux guerres perpétuelles de l'ère Bush-Obama, avec leurs centaines de milliers de morts. Pour Sieff, « nous sommes à 100 secondes avant minuit », et pourtant, il « doute que parmi les cent sénateurs américains en exercice, des deux partis, il y en ait cinq qui le sachent ou le prennent au sérieux ne serait-ce qu'une seconde. C'est là que se trouve le plus grand danger pour

## NOTE

\* Retrouvez les vidéos de l'ensemble de la conférence sur : [www.institutschiller.org](http://www.institutschiller.org)

# La science, levier pour bâtir la paix



**Karel Vereycken**

Rédaction science & technologie

nous ». Pour Jatras, pas de doute : si Trump n'a pas tenu toutes ses promesses, aucune comparaison possible avec Biden, qui, « en tant que sénateur puis vice-président, a été favorable à toutes les guerres dans lesquelles le pays s'est engagé : les Balkans, la guerre d'Irak et l'attaque contre la Libye ».

Comme Lyndon LaRouche, Lozansky et Jatras sont depuis longtemps convaincus que seul un sommet comprenant la Russie, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde permettra d'assurer la paix par le développement mutuel. « Ed Lozansky et moi avons suggéré qu'il était impératif que le président Trump s'associe avec ces dirigeants pour parvenir à un avenir plus positif pour l'humanité. » ■

## Elections américaines Risquons-nous un coup d'Etat militaire ?

■ Les partisans de l'affrontement avec la Russie et la Chine, qui pullulent dans les clans Obama/Clinton et Bush – et jusque dans son propre camp – travaillent activement à la perte de Trump. Dans un discours à la conférence de l'Institut Schiller des 5 et 6 septembre, le colonel Richard H. Black (cr) a même mis en garde contre un coup d'Etat militaire aux Etats-Unis. Ancien sénateur républicain de l'Etat de Virginie, Black est un militaire de carrière. Il a dirigé le Corps de justice militaire (JAG) ainsi que le Département du droit pénal au Pentagone. Dans sa ligne de mire, James Mattis, ancien secrétaire à la Défense de Trump et démissionnaire en 2018. Alors que des émeutiers prenaient d'assaut de nombreuses villes pour protester contre l'assassinat de George Floyd par la police, le général James Mattis s'en est pris, le 3 juin, au Président : « Nous sommes témoins des conséquences de trois années sans direction mature. Nous pouvons nous unir sans lui, en tirant parti des forces inhérentes à notre société civile. »

Or voici qu'un quarteron de képis à la retraite est venu à la rescousse : parmi eux John Kelly et John Allen, tous deux généraux de la marine, l'amiral Mike Mullen, le général Richard Myers, de l'Armée de l'Air, ainsi que plusieurs anciens secrétaires à la Défense (démocrates), dont William Perry et Collin Powell, ou encore Leon Panetta et Chuck Hagel. Ces deux derniers se sont, pour leur part, joints à 87 anciens responsables de la Défense dans une lettre ouverte publiée dans le *Washington Post*.

Le 11 août, le magazine en ligne *Defense One* publiait à son tour le message de deux lieutenants colonels à la retraite adressé au général Mark Milley, chef d'état-major interarmées (CJCS) : « Si Donald Trump refuse de quitter ses fonctions à l'expiration de son mandat constitutionnel, l'armée américaine doit l'en démettre par la force, et vous devrez en donner l'ordre. » Et le 18 août 2020, *Defense One* titrait : « Six scénarios pour une intervention militaire après le 20 janvier », descriptions à l'appui. ■

Réunir des scientifiques de premier plan, issus de divers continents, pour évoquer le rôle que la science peut jouer pour l'humanité, et les entendre s'accorder sur l'impérieuse nécessité d'éduquer les jeunes générations, voilà le pari réussi de l'Institut Schiller lors de sa visioconférence.

Posant les bases philosophiques du débat, Jason Ross, de l'équipe scientifique de l'Institut Schiller, commença par rappeler que si nos amis les animaux peuvent parfois utiliser des outils pour accéder à leurs ressources, seul le genre humain est capable de maîtriser le feu, l'électromagnétisme, la navigation, la géométrie, la poésie, les mathématiques ou la musique. « Les hypothèses scientifiques, par lesquelles nous réduisons l'imperfection de notre compréhension du monde, sont la source ultime de la richesse économique. En effet, c'est grâce à elles que nous pouvons accroître la productivité de notre travail ; elles sont le levier permettant de développer des hypothèses toujours plus avancées. » Chaque découverte d'un principe physique nouveau, une fois validé et mis au service de l'humanité sous forme de nouvelles technologies, permet à l'homme de redéfinir les ressources disponibles ! Jason Ross cita alors Lyndon LaRouche, pour qui toute nouvelle découverte « dessine implicitement un champ d'application de ce principe à l'ensemble de l'univers ». Le refus de comprendre ce

## La fusion n'est plus un « serpent de mer », mais un événement historique auquel nous allons assister !

principe entraîne que, bien souvent, lorsqu'on « parachute » une technologie très avancée dans un pays dépourvu d'infrastructures pour l'accueillir, c'est l'échec. En effet, que vaut un hôpital s'il n'est pas alimenté en électricité et en eau potable ? Eriger, en développant les infrastructures de base (eau, énergie, transport, santé, etc.), des « plateformes infrastructurelles » sans cesse supérieures, est donc la clef de tout développement.

Pour l'Institut Schiller, maîtriser la fusion thermonucléaire dans les décennies à venir, ne signifie pas seulement disposer d'une nouvelle source d'électricité, mais suscitera un grand bond en avant. En effet, à part apporter une énergie quasi-illimitée à partir d'une ressource abondante (l'eau), la fusion, dont la densité énergétique, et donc la capacité de fournir du travail, est nettement supérieure à toutes les énergies connues, permettra

de mer », mais un événement historique auquel on assistera bientôt ! Le 28 juillet, lors du lancement de l'assemblage des 10 millions de pièces composant la machine, les responsables des 35 pays qui y contribuent ont envoyé des messages de félicitations. Emmanuel Macron a fièrement souligné qu'ITER est « une promesse de paix ». Interrogé à ce propos, M. Bigot a précisé que si de fortes tensions politiques peuvent exister entre certains partenaires, notamment entre les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, tous savent se retrouver dans cette belle coopération pour la fusion, un objectif qui s'avèrera finalement bénéfique pour chacun. Comme quoi les chercheurs, dans le domaine de la santé, du spatial ou de l'énergie, ont un monde d'avance sur les politiques !

Le physicien Stephen O. Dean exprima son admiration pour ITER, tout en regrettant que l'Etat américain ait abandonné depuis longtemps toute ambition sérieuse de réaliser une percée dans la fusion. Il reste néanmoins quelques petites entreprises américaines où des chercheurs talentueux tentent d'obtenir des résultats avec de modestes moyens. Mais à part le confinement magnétique, M. Dean rappela que d'autres approches restent prometteuses, notamment le confinement inertiel par laser ou par striction axiale. Lors de la discussion, M. Bigot, tout en croyant fermement au potentiel d'ITER, précisa qu'en tant que scientifique, il voit d'un bon œil d'autres voies vers la fusion, rendues possibles en partie grâce aux retombées du programme d'ITER.

Prenant à son tour la parole, le président de Princeton Satellite Systems, Michael Paluszek, fit le point sur les recherches (encore théoriques) sur les moteurs à fusion pour les voyages spatiaux, recherches très suivies par la NASA. Vu l'impact très lourd du rayonnement cosmique sur la santé des astronautes, toute technologie permettant de réduire le temps de trajet retient toute leur attention. L'équipe de Paluszek travaille sur un moteur à fusion, le « Direct Fusion Drive ». Utilisant pour combustible l'hélium-3 et le deutérium, la réaction produirait non plus des neutrons mais des protons, c'est-à-dire des particules chargées positivement, pouvant assurer aussi bien la poussée d'un moteur que l'électricité du vaisseau.

Pour sa part, le chercheur russe Sergueï Poulinets, de l'Institut de recherche spatiale de l'Académie des sciences de Moscou, a fermement regretté la course engagée vers la militarisation de l'espace. Il souligna l'importance pour nous, terriens, de mieux comprendre l'évolution des activités solaires, notamment pour comprendre certains soubresauts climatiques non sans lien avec l'activité géomagnétique. Au niveau de l'anticipation des tremblements de terre, domaine auquel il a lui-même contribué en développant les capacités de détection des « signes précurseurs », il regrette que le monde politique dédaigne l'avis des scientifiques lorsqu'il vient perturber leurs discours électoraux.

► **Le projet ITER, un exemple de coopération pacifique.**



de révolutionner l'ensemble de nos processus de production, notamment de transformer en ressources la plupart des déchets, produire des métaux sans faire appel au charbon, dessaler l'eau de mer là où on en a besoin, raccourcir la durée des voyages interplanétaires et bien d'autres merveilles.

Bernard Bigot, le directeur général d'ITER et ancien administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), présenta l'état d'avancement du plus grand projet scientifique du monde, la construction d'un réacteur expérimental de fusion thermonucléaire près de Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône. Contrairement à la fission, qui brise les noyaux d'atomes lourds tels que l'uranium, avec la fusion, il s'agit de fusionner les noyaux d'atomes légers, en particulier l'hydrogène, comme cela se produit en permanence au cœur du soleil et d'autres étoiles. C'est en 1985, lors du sommet de Genève, que les présidents Reagan et Gorbatchev décidèrent de construire, avec la participation de l'Europe et du Japon, un réacteur de recherche de grande dimension de type « Tokamak », utilisant un champ électromagnétique permettant de confiner un gaz chauffé à 150 millions de degrés (plasma), dans l'objectif de produire dix fois plus d'énergie que celle dépensée. En apprenant que l'allumage du premier plasma aurait lieu en 2025, le public a pris conscience que la fusion n'est plus un « serpent

Enfin, l'ancien directeur du programme nucléaire d'Afrique du Sud, Kelvin Kemm, a mis en évidence les idées fausses répandues par certains à propos d'une Afrique dont ils ignorent les réalités et même la taille. Chez nous, expliqua-t-il, les sécheresses peuvent durer cinq ans. Pour tenir, on construit donc des barrages capables de retenir l'eau pendant toute cette durée. Au Royaume-Uni, par contre, dès qu'il ne pleut pas pendant trois semaines, c'est la panique. L'Afrique du Sud a de la chance par rapport à d'autres pays africains, car elle a beaucoup de charbon. Cependant, la distance entre les mines situées à l'est et Capetown à l'ouest équivaut à celle entre Londres et Rome. On a donc préféré construire la centrale nucléaire de Koeberg, près de Capetown, et on va en construire d'autres. Pas forcément très grandes, mais par exemple des petits réacteurs de IV<sup>e</sup> génération dits « à lit de boulets », de 100 à 200 MW, plus efficaces et plus sûrs, qu'on pourra exporter dans toute l'Afrique.

L'élan d'optimisme généré par les voix croisées des intervenants, démontrant de nouveau la capacité de l'homme à améliorer son existence et son environnement, a eu un fort impact sur un public comblé par ce qu'il venait de découvrir, mais furieux d'avoir été tenu si longtemps dans l'ignorance sur des questions aussi belles et essentielles. ■

Retrouvez S:P sur [www.solidariteetprogres.fr](http://www.solidariteetprogres.fr)

Et sur



D'HAMILTON À LAROUCHE

# Le Système américain contre l'Empire britannique

Comme le souligne notre ami Paul Gallagher, de l'*Executive Intelligence Review* (EIR\*), la terrible crise financière qui nous frappe est le résultat du triomphe du système de pillage par la dette imposé par l'Empire britannique, au détriment de l'école américaine d'économie politique développée par Alexander Hamilton au XVIII<sup>e</sup> siècle. A nous d'en tirer les leçons.

Un rapide examen de l'état de santé des banques américaines révèle que les systèmes financiers transatlantiques sont mûrs pour un nouveau krach. De plus, on constate l'abandon complet, au cours des 50 dernières années, du « Système américain » de banque et de crédit tel que le comprenaient Alexander Hamilton (1757-1804), les administrations de Lincoln et de Franklin Roosevelt, ou plus récemment Lyndon LaRouche dans ses « Quatre principes économiques ».

Au deuxième trimestre 2020, le bénéfice net total des quelque 5000 banques américaines s'élevait à 18 milliards de dollars, dont 15 milliards rien que pour les cinq plus grosses de Wall Street. Les prêts aux entreprises et aux ménages n'ont représenté, pour l'essentiel, aucun revenu bancaire net ! Sur l'ensemble des crédits en cours des banques américaines au 19 août 2020, seuls 20 % étaient des prêts commerciaux et industriels, et 10 % des prêts aux ménages.

Le bilan de la Réserve fédérale, qui a gonflé de 3250 milliards de dollars supplémentaires en moins de six mois, est une illustration encore plus extrême de ces phénomènes. Quelque 96 % des avoirs de la Fed sont des titres, 1,3 % sont des swaps avec d'autres banques centrales et 1,2 %, des prêts du « Programme de protection des salaires » qu'elle a escomptés pour les grandes banques.

Mettez ceci dans le contexte d'une économie mondiale où les plus grandes entreprises émettent des obligations spéculatives à taux variable après avoir déclaré faillite, où les PME-PMI ne peuvent pas emprunter sauf dans des conditions douloureuses auprès des gouvernements, où les bulles de 250 000 milliards de dollars de dettes et de 650 000 milliards de dollars de

des principes essentiels concerne le rôle des banques. Selon lui, elles ont vocation à rassembler l'épargne de la nation sous forme de dépôts et à la mettre à la disposition de ceux qui pourront l'utiliser de la manière la plus utile, en prêtant, en premier lieu, aux entreprises productives et, en second lieu, aux particuliers et aux ménages. Leur rôle est autre que le courtage et la spéculation sur les titres et l'immobilier, tels que le pratiquent aujourd'hui les banques « d'investissement » et de marché. En sécurisant à la fois le capital de leurs fondateurs et les dépôts de leurs clients, tout en prêtant leurs capitaux à d'autres, ces établissements créent ce qu'Hamilton appelait « l'argent des banques », qui vient s'ajouter au stock national de capital pour l'investissement.

La banque nationale créée par lui, la « Bank of the United States », fonctionnait sur ces principes, la seule différence étant qu'elle était plus grande et poursuivait explicitement des « objectifs publics » nationaux. Elle assurait une circulation suffisante de dette nationale, structurellement saine, sous forme de monnaie basée sur une réserve d'or, et surtout, elle émettait du crédit pour des « améliorations internes » de la nation, c'est-à-dire des infrastructures économiques de base.

Le modèle bancaire national de Hamilton n'a rien à voir avec la Banque d'Angleterre, créée en 1694 en tant que partenariat d'investissement de riches courtiers et prêtait 1,2 million de livres au gouvernement britannique au taux très élevé de 8 %. Les principes d'Hamilton exigeaient que le gouvernement place sa dette auprès de sa propre popu-

La dette publique viable, écrit Hamilton, accroît ainsi le fonds d'investissement de la Banque nationale. « Dans la mesure où elle se fraierait un chemin dans les améliorations agricoles, dans le creusement de canaux et des améliorations similaires, elle serait productive et d'une utilité substantielle. » Cette institution nationale de crédit agirait en combinant capital public et privé, mais pour faire de l'investissement « à des fins publiques », et non dans le but d'obtenir un rendement élevé du capital privé.

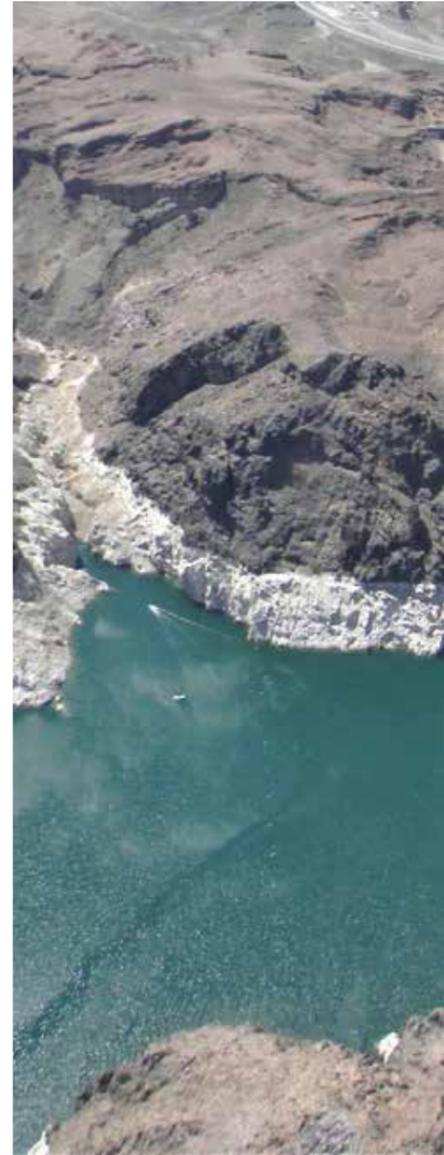
Un autre principe apparaît encore plus essentiel. En tant que premier secrétaire au Trésor, Hamilton fut confronté à deux théories fondamentales sur ce qui génère richesse, valeur et progrès dans les économies. Les physiocrates français défendaient l'idée que la principale source de richesse économique ou de profit est l'agriculture, elle seule pouvant rapporter ou générer plus de valeur que ce qu'y apportent le travail ou le capital humain, qui, d'après eux, ne font que reproduire sa propre valeur de cycle en cycle<sup>1</sup>. D'une manière ou d'une autre, cette idée était largement répandue parmi les leaders de l'indépendance américaine.

Pour les écoles anglaises d'économie, la vraie source de richesse était non la terre, mais la « valeur d'échange » – acheter bon marché et vendre cher. Pour accumuler un maximum de richesses, un pays doit produire ce qu'il peut exporter avec le meilleur rendement et importer à bon marché partout où il le peut. C'est ce qu'on appelle encore aujourd'hui les « avantages comparatifs ».



Paul Gallagher

EIR, service économie



► Entre Arizona et Nevada, le barrage Hoover fournit dès 1936 l'électricité pour l'industrie et l'eau pour l'agriculture.

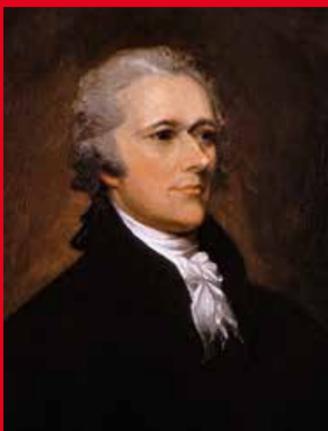
de la promouvoir, le progrès de leur pays vers la richesse et la grandeur réelles... » Aussi, insistait-il, si vous n'avez pas assez de capital dans votre pays, tenez-vous en à l'agriculture.

Lorsqu'Hamilton, alors âgé d'une vingtaine d'années, se pencha sur cette question pour créer le Système américain d'économie, il était le principal conseiller militaire du général Washington. Sa préoccupation immédiate était de créer, en tant que secrétaire au Trésor, un système financier et industriel capable de soutenir la puissance militaire pour assurer l'indépendance américaine. Mais il rejeta entièrement la théorie britannique de l'origine d'une telle puissance économique.

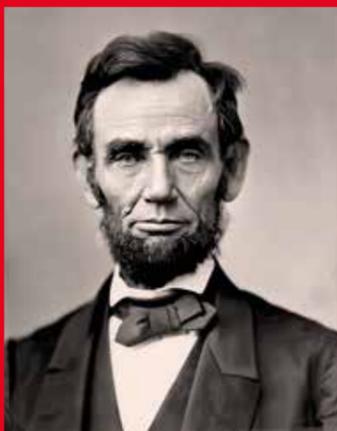
Pour Hamilton, la vraie source de valeur économique se trouve dans la créativité humaine et ses inventions, notamment sous forme de machines qui décuplent le travail de l'homme et rendent ce travail beaucoup plus productif. La source de valeur d'une économie est l'augmentation constante des qualifications de la force de travail. Dans son *Rapport sur les manufactures au Congrès américain*, publié en 1790, il commence par réfuter la doctrine physiocratique, puis le dogme britannique basé sur la conception d'Adam Smith concernant « la richesse des nations ». Il dut lutter contre ses contemporains pour répandre l'idée que la manufacture crée non seulement autant de valeur nouvelle que la culture de la terre, mais même un surplus. De fait, grâce à une diversité de fabrication et à une division du travail plus grande, elle crée encore plus de valeur, et grâce à l'invention créative humaine, bien plus encore.

Dans ce rapport se trouve la citation la plus célèbre d'Hamilton sur l'invention créatrice humaine et l'économie :

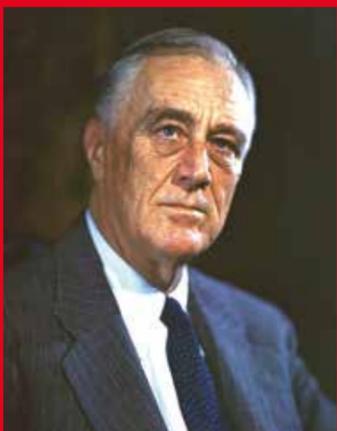
## Trombinoscope



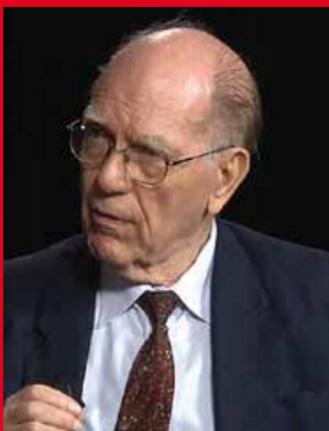
Alexander Hamilton (1757-1804)



Abraham Lincoln (1809-1865)



Franklin Roosevelt (1882-1945)



Lyndon LaRouche (1922-2019)

produits dérivés n'ont, pour base, que 80 000 milliards de dollars de PIB mondial, dont la majeure partie ne représente que des services et non de la production. L'énorme vague de faillites d'entreprises qui n'en est qu'à son début, s'annonce dévastatrice.

### Le « Système américain d'économie politique »

C'est l'économiste américain Alexander Hamilton qui établit les fondements de ce système, dont l'un

l'ation (sous forme d'emprunt public ou d'émission de titres acquis par le peuple) et d'institutions privées, mais non auprès de sa propre banque nationale. Comme capital, la banque nationale proposée par Hamilton, et telle qu'il la créa en 1790, devait détenir de la dette contractée auprès du public. Elle gèrait également des comptes de particuliers et prêtait aux entreprises et aux institutions qui développaient de nouvelles capacités manufacturières et réalisaient des infrastructures économiques.

Adam Smith a écrit à maintes reprises dans sa *Richesse des nations* : « Si les Américains (...) arrêtaient d'importer des produits manufacturés européens et, en donnant ainsi le monopole à ceux de leurs propres compatriotes qui pourraient fabriquer des produits similaires, détourner une partie considérable de leur capital vers cet emploi, ils retarderaient, au lieu de l'accélérer, l'augmentation de la valeur de leur production annuelle et entraveraient, au lieu

\* LEIR est un magazine hebdomadaire fondé aux Etats-Unis par Lyndon LaRouche.

ue

La relation coloniale entre la Grande-Bretagne et l'Inde incarnait la doctrine britannique du « libre-échange » en matière d'économie. Pendant plus d'un siècle après 1820, l'Inde coloniale enregistrait un important excédent commercial avec le monde, dont 40 % provenait de la vente forcée d'opium à la Chine. Et elle était obligée d'utiliser tout cet excédent, voire plus, pour acheter

impériale britannique du début du XX<sup>e</sup> siècle et ne purent être arrêtées que grâce à la puissance économique américaine et/ou russe.

### Roosevelt et Bretton Woods

Bien que l'existence même du système économique américain ait été effacée de l'histoire de l'économie au fil des années, deux dirigeants américains l'ont fait revivre.

Le premier fut le président Franklin Roosevelt, qui prit une série de mesures pour apporter des capitaux publics, provenant des institutions et des citoyens américains, afin d'augmenter les pouvoirs de production et le niveau de vie du peuple. FDR, qui avait étudié Hamilton et écrit sur lui, apporta ce système d'investissement de capitaux publics à toute l'Amérique, engendrant ainsi un développement économique extraordinaire centré notamment sur l'aménagement des fleuves, dont la Tennessee Valley Authority (TVA) est l'exemple le plus connu.

C'est en 1944, lors de la conférence réunissant 43 nations à Bretton Woods, dans le New Hampshire, qu'eut lieu la négociation sur le fonctionnement du système financier et monétaire de l'après-guerre.

Le plan britannique, présenté entre autres par le célèbre économiste John Maynard Keynes, prévoyait que la source de richesse dans le monde de l'après-guerre continuerait à être le commerce, et les « préférences » commerciales impériales. Le Fonds monétaire international devait avoir pour fonction d'« équilibrer » le commerce mondial : les pays ayant des excédents commerciaux seraient incités à les dépenser en importations en provenance de pays déficitaires, afin d'éliminer ces excédents. S'ils ne le faisaient pas dans un certain délai, les « accords de compensation » du FMI, proposés par Keynes à Bretton Woods, confisqueraient cet excédent. En effet, les pays excédentaires ne devaient pas l'utiliser comme capital pour leur développement intérieur. Une monnaie mondiale, ou « unité de compte inconvertible », serait créée pour gérer ces « accords de compensation ».

La délégation britannique exigea que les « préférences commerciales impériales » de la Grande-Bretagne soient maintenues au sein d'un « bloc sterling ».

Cependant, le plan de Keynes fut rejeté au profit de la proposition américaine. Façonné par Roosevelt, le « système » de Bretton Woods reflétait clairement le système économique américain. Il visait à mettre fin à la spéculation internationale, c'est-à-dire au mouvement transfrontalier de capitaux à des fins spéculatives. Les taux de change des devises étaient stabilisés, quasiment fixes, liés non pas à un étalon-or mais au dollar, et basés sur des réserves d'or. Le contrôle des changes fut encouragé et le contrôle des capitaux permis à toute nation. Les taux d'intérêt sur les dépôts furent limités par des lois nationales pour mettre fin au « carry trade » et les banques commerciales restaient séparées des banques d'investissement spéculatives par la loi Glass-Steagall, dans la plupart des grandes nations industrielles.

Une Banque mondiale fut créée, dans laquelle chaque nation dont les taux de change étaient stabilisés pouvait apporter des capitaux publics dans sa propre monnaie. Le but était d'accorder des crédits pour les projets de développement les plus importants dans les nations sous-développées.

Malgré ses défauts, Bretton Woods a bien fonctionné pour les nations industrielles, avec une croissance économique extraordinaire de 4 % par an en moyenne dans tous ces pays pendant 25 ans. Londres et Wall Street sabotèrent le fonctionnement de la Banque mondiale, et les bénéfices pour les pays en développement furent bien inférieurs aux espoirs portés par Roosevelt et son plan.

Dans l'intervalle 1971-73, après avoir été vidé de sa substance, le

système de Bretton Woods fut détruit. Il avait été martelé et ciselé par la City de Londres et les banques « offshore » de Grande-Bretagne, qui, enfreignant toutes les règles de Bretton Woods avec la bénédiction de la Banque d'Angleterre, organisèrent un gigantesque « carry trade » en dollars, connu sous le nom du marché de l'eurodollar et des pétrodollars. Ces marchés reprenaient le modèle bancaire britannique classique, prêtant directement à taux d'intérêt usuriers à des gouvernements souverains, en l'occurrence des pays en développement.

Durant les 20 années qui suivirent 1971, cinq récessions économiques ébranlèrent les pays industrialisés, et si on prend la période de 50 ans suivant la même date, on vit la spéculation prendre totalement le contrôle des processus financiers, et la financiarisation, celui des processus économiques. À l'exception de la Chine, au cours des trois dernières décennies, l'industrialisation par la haute technologie se trouva reléguée en quelques coins de la planète et ceux qui travaillaient jadis dans ce secteur durent se reconvertir dans des emplois à bas salaire.

### Les conceptions économiques de Lyndon LaRouche

Le deuxième dirigeant politique américain à se distinguer par sa défense du système américain fut Lyndon LaRouche. En voyant les crises de la livre sterling et les dévaluations de 1966-67 et de 1968-69, il anticipa la fin de Bretton Woods. Dès la disparition de Bretton Woods, torpillé par Richard Nixon, LaRouche avertit qu'une austérité extrême allait frapper le travail, avec une dépression industrielle dans les principales nations économiques et des effondrements financiers en cascade.

Il consacra le demi-siècle qui suivit à élaborer, avec les dirigeants des pays en développement, de grands projets d'infrastructures de haute technologie, en mettant en œuvre le type de système international de crédit et de développement que Roosevelt avait souhaité pour Bretton Woods. Enfin, depuis la fin des années 1990, des « grands projets » de ce type ont commencé à être réalisés par une nation en développement, la Chine, sur son territoire et en coopération avec d'autres nations. En 2013, elle lançait son Initiative une ceinture, une route, rejointe entretemps par 150 nations !

Alors que les banques basées à Londres et à Wall Street sont devenues des méga-banques systémiques, LaRouche s'est battu pour promouvoir la séparation des banques, (le Glass-Steagall Act de l'ère Roosevelt), tout en exigeant qu'elles soient soumises à un audit, comme l'avait fait Roosevelt en décrétant la fermeture des banques durant quatre jours en 1933, et le gel de toutes les valeurs fictives et des transactions sur le marché, jusqu'à ce qu'une nouvelle valeur économique productive réelle soit créée.

LaRouche va au-delà des conceptions d'Hamilton en définissant quel type d'invention, rendue possible par le crédit, est le plus à même de faire progresser la société. Il doit s'agir d'inventions qui augmentent la densité du flux énergétique des technologies utilisées, donc la puissance productive de la force de travail et le potentiel de densité démographique de la société.

Mobiliser les capacités créatrices pour retourner sur la Lune et la développer, lancer un programme accéléré pour l'énergie de fusion nucléaire, construire des lignes ferroviaires à grande vitesse, voilà un véritable vecteur scientifique capable d'entraîner nos économies. Les inventions réalisées au cours de ces missions répondront aux critères des exigences de LaRouche. Il s'agit là de la poursuite du développement du système économique américain d'Hamilton. ■



creative commons

« Chérir et stimuler l'activité de l'esprit humain, en multipliant les objets de l'entreprise, n'est pas parmi les moins considérables des expédients, par lesquels la richesse d'une nation peut être promue. »

On y lit également : « L'expérience enseigne que les hommes sont souvent tellement gouvernés par ce qu'ils ont l'habitude de voir et de pratiquer que (...) les améliorations sont adoptées avec hésitation, réticence (...) Pour produire les changements désirables aussi tôt que possible, il peut donc être nécessaire d'avoir recours à l'incitation et au soutien du gouvernement (...) Il est important que la confiance des capitalistes prudents et sagaces, qu'il s'agisse de citoyens ou d'étrangers, soit excitée. Et pour inspirer cette sorte de personnes confiantes, il est essentiel de leur faire voir, dans tout projet nouveau et difficile, la perspective d'un degré de soutien et d'appui du gouvernement tel qu'il leur permette de surmonter les obstacles inséparables des premières expériences. »

### Pourquoi le système britannique conduit à la ruine

L'Inde était le « joyau » du système économique impérial britannique. En 1700, sous l'empire Moghol et avant la colonisation britannique, elle représentait près de 25 % de la production économique mondiale. Or, en 1947, lorsqu'elle accède enfin à son indépendance, mais en étant divisée en deux par les Britanniques, sa part dans la production économique mondiale était de 2 à 3 % selon diverses estimations, bien qu'ayant 20 % de la population mondiale.

des produits manufacturés, de l'or et de l'argent à la Grande-Bretagne, avec laquelle elle conserva un déficit commercial très élevé durant toute cette période. C'est ce système de « préférences impériales » qui fit l'objet de vives discussions entre Franklin Roosevelt et Winston Churchill sur la politique économique de l'après-Seconde Guerre mondiale. Les capitaux de l'Inde n'étaient pas investis chez elle, mais affluaient régulièrement en Grande-Bretagne par le biais, soi-disant, du « commerce ». L'agriculture indienne, bien que produisant la plupart des exportations dont le résultat était cet excédent commercial avec le monde, avait perdu toute capacité de produire de la nourriture de manière fiable,

### Pour Hamilton, la Banque nationale des Etats-Unis poursuivait explicitement des « objectifs publics » nationaux.

et des dizaines de millions d'Indiens succombèrent à des famines sans précédent pendant cette période.

Le développement des nations au cours du XIX<sup>e</sup> siècle offre ainsi une réponse sans équivoque à la question de savoir laquelle de ces deux économies, de l'américaine d'Hamilton ou du libre-échange britannique, sert le mieux la richesse et la puissance des pays et le bien-être de leurs populations. Les deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle l'ont montré encore plus clairement : toutes deux furent déclenchées par la géopolitique

### NOTE

1. Pour les physiocrates, l'agriculture génère une double rente : celle du fermier qui cultive la terre et celle du propriétaire qui lui louait cette terre.

# Repensons nos transports au service d'une croissance durable



**Karel Vereycken**

Directeur de publication de *Nouvelle Solidarité*

Karel Vereycken s'est entretenu avec Jean-Claude Gayssot, ancien ministre des Transports, de l'Équipement et du Logement (1997-2002) et actuel président du Port de Sète et de MedLink Ports, le premier ensemble fluvio-portuaire de France mettant en réseau l'action de Voies navigables de France (VNF) avec nos grands ports maritimes de la Méditerranée et les ports multimodaux du bassin Rhône-Saône. Ancien manoeuvre dans le bâtiment, cheminot, militant syndical CGT, responsable communiste, conseiller municipal, maire, député, puis ministre et vice-président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon, Jean-Claude Gayssot a milité toute sa vie pour la justice. Le développement des

transports et le report modal restent au cœur de son action.

**Question :** Votre ambition de doubler la part modale du fret ferroviaire (transport de marchandises par train) revient à l'ordre du jour. Or, à ce jour, cette part n'est que de 9 % en France, alors qu'en Europe, elle dépasse les 18 %.

Jean-Claude Gayssot :

(...) Lorsque sous le gouvernement de Lionel Jospin (mai 1997-mai 2002), nous avons fixé l'objectif de doubler le transport de fret ferroviaire, la SNCF transportait 54 MTK (milliards de tonnes/kilomètre). Depuis c'est le déclin massif. Nous avons également permis l'achat de 600 locomotives fret. Aujourd'hui, des centaines sont à l'arrêt ou utilisées pour tracter des trains de voyageurs. Par ailleurs, le nombre de cheminots

affectés au transport de marchandises avait été fortement augmenté. (...)

Il n'y a pas que l'ouverture à la concurrence qui explique ce déclin. Mais elle démontre *a contrario* que ce n'est pas la panacée invoquée par les adeptes inconditionnels du profit à court terme. Parmi les causes, il faut ajouter la désindustrialisation de la France, les délocalisations liées la plupart du temps à la recherche de la seule rentabilité immédiate, au détriment du moyen et du long terme, du Service public, de l'intérêt général! (...)

Le transport combiné doit devenir le sixième mode de transport privilégié. Pour le fret et les voyageurs, c'est l'avenir de la mobilité à l'échelle de la planète bleue. Réduire les gaz à effet de serre implique de tout faire pour que le report modal soit considéré comme prioritaire. Afin de favoriser chaque fois que c'est possible l'utilisation du mode de transport le mieux adapté. Route, rail, voie d'eau, transport collectif, mer, pistes cyclables, au niveau de tous nos territoires, de l'Europe et au-delà, y compris dans nos relations commerciales avec l'Afrique, les Amériques et l'Asie, particulièrement concernée par les « Nouvelles Routes de la soie », projet initié par la Chine. (...)

De ce point de vue, le retour au Plan envisagé par le gouvernement peut être une bonne chose si l'urgence de la transition écologique et énergétique, ainsi que la place et le rôle des acteurs directement concernés dans toutes les régions françaises, sont vraiment pris en compte.

**Quel type de croissance défendez-vous ?**

(...) C'est une croissance d'un type nouveau qu'il nous faudrait co-construire. Une croissance durable qui allie l'écologie et le social, l'activité économique et la préservation de la nature. N'oublions jamais que si le travail est le père de toutes les richesses, c'est la planète bleue qui en est la mère. Je propose donc de bannir deux mots, ou plutôt deux maux : celui de la décroissance et celui du productivisme. La décroissance, c'est la garantie du maintien et de l'aggravation des injustices qui assaillent les peuples. La pauvreté frappe des milliards d'êtres humains. Et pendant ce temps-là, les inégalités et les privilèges de la fortune, du pouvoir et du savoir ne cessent de croître. (...)

Il ne s'agit pas de produire pour produire ; l'utile et le nécessaire devraient être le fil conducteur du développement économique durable. « *Les eaux glacées du calcul égoïste* » (dirait Karl Marx), la recherche exclusive du gain immédiat, ne

doivent pas poursuivre leur domination. C'est pourquoi il me semble indispensable de ne jamais dissocier les deux termes : développement durable. (...)

L'innovation technologique pour la mobilité des marchandises, des personnes et des services est centrale. Le dérèglement climatique en montre l'urgence. Moins de gaz à effet de serre, moins d'énergies inutiles dépensées, moins de déchets plastiques, moins de pollution de l'eau et de l'air, y compris avec la réduction significative des émissions d'oxydes de soufre (SOX) et des polluants atmosphériques émis par les navires. (...)

Au Port de Sète, tous les investissements réalisés ou prévus depuis dix ans visent à réussir le challenge du développement durable avec l'innovation. Comme moteur de la réussite, plusieurs centaines de millions d'euros ont été investis par la Région et le Port. (...)

**L'utile et le nécessaire devraient être le fil conducteur du développement économique durable.**



**Jean-Claude Gayssot**

Ancien ministre des Transports, de l'Équipement et du Logement

**L'entretien intégral sur :**

<https://solidariteetprogres.fr/actualites-001/jean-claude-gayssot-plan-de>

Mais il ne s'agit pas d'être les seuls : c'est à l'échelle du pays, de l'Europe et du monde que le combat doit être mené. Du pays, avec les collectivités locales, pour que les finances publiques concernant les investissements et le fonctionnement privilégient la dépense utile et nécessaire. À l'échelle de l'Europe ? Ce n'est ni de moins ni de « plus d'Europe », mais de « mieux d'Europe » qu'il faudrait. C'est une réorientation réelle de sa construction, faisant de l'harmonisation sociale et du développement durable la clef de voûte de ses choix. Une Europe qui ne laisse pas les États-Unis et la Chine décider du sort de la planète. En ce qui concerne les différents types d'énergies, outre et avec les renouvelables (eau, soleil et vent), outre l'hydrogène, le nucléaire peut être une solution, avec notamment la perspective à l'étude pour substituer à la fission la fusion nucléaire, qui élimine le polluant des déchets. En tout cas, tout doit être fait pour sortir de la tentation du « tout nucléaire ». Je me méfie de tous les « tout ». Je suis pour les TGV mais j'ai combattu le « tout TGV ». Je suis contre le « tout routier » mais on a aussi besoin de camions. C'est pourquoi l'intermodalité et le transport combiné me paraissent les solutions d'avenir. ■

**SP VOUS CONNAISSEZ ?**

**C'est le parti politique qui publie ce journal. Jacques Cheminade en est le président-fondateur.**

■ Nous nous battons pour une économie « physique » utilisant les leviers de la connaissance et de la créativité humaine pour élever le niveau de vie et rendre la dignité à tous. Contre le malthusianisme et le monétarisme (distillés par la City, Wall Street et leurs relais à Bruxelles), nous entendons mettre en faillite contrôlée les spéculateurs en séparant les banques de dépôt et les banques d'affaires ; refonder une banque nationale d'émission de crédit public pour financer la santé, la recherche, l'éducation, les infrastructures ; sortir de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, pour refonder une vraie Europe de la coopération et un nouvel ordre économique mondial (« Nouveau Bretton Woods ») basé sur la détente, l'entente et le développement mutuel, loin des logiques de « blocs » qui nous mènent à la guerre. ■

**Adhérer :** [www.solidariteetprogres.fr/adherer.html](http://www.solidariteetprogres.fr/adherer.html)

**Faire un don :** [www.solidariteetprogres.fr/donner.html](http://www.solidariteetprogres.fr/donner.html)

Tél : 01 76 69 14 50

**Nouvelle Solidarité**

Publié par Solidarité et Progrès (Parti politique)  
B.P. 27 - 92114 Clichy cedex - Tél : 01 76 69 14 50  
Commission paritaire N° 0323 P 11222 - ISSN 0339-5936  
Directeur de publication : Karel Vereycken  
Rédactrice en chef : Christine Bierre  
**Contacts :** [ns.redaction@solidariteetprogres.org](mailto:ns.redaction@solidariteetprogres.org)  
[ns.abonnements@solidariteetprogres.org](mailto:ns.abonnements@solidariteetprogres.org)  
Imprimé par Presses Rotatives 2, passage Flourens 75017 Paris  
Dépôt légal à parution - Tirage : 2 000 exemplaires - 3 €

#### CONTACTS SOLIDARITÉ & PROGRÈS

ALSACE Norbert Dumas, [norbertdum@hotmail.com](mailto:norbertdum@hotmail.com) 06 34 90 48 91  
AQUITAINE Daniel Menuet, [daniel.menuet.2007@free.fr](mailto:daniel.menuet.2007@free.fr) 06 85 24 45 21  
AUVERGNE Laurent Gonnet, [laurent.gonnet@hotmail.com](mailto:laurent.gonnet@hotmail.com) 06 77 30 04 77  
BOURGOGNE Olivier Champion, [ochampi@free.fr](mailto:ochampi@free.fr) 06 23 02 34 84  
BRETAGNE Sébastien Drochon, [sebastiendrochon@solidariteetprogres.org](mailto:sebastiendrochon@solidariteetprogres.org) 06 23 80 58 79  
CHAMPAGNE-ARDENNE Eugène Pérez, [perez.e@hotmail.fr](mailto:perez.e@hotmail.fr) 06 32 71 36 91  
FRANCHE-COMTÉ Johanna Clerc, [johannaclerc@solidariteetprogres.org](mailto:johannaclerc@solidariteetprogres.org) 06 25 62 65 69  
HAUTS-DE-FRANCE Benjamin Bak, [sasepal@protonmail.com](mailto:sasepal@protonmail.com) 06 10 64 06 76  
LANGUEDOC-ROUSSILLON Julie Pérea, [julieperea34@gmail.com](mailto:julieperea34@gmail.com) 06 15 49 44 84  
LORRAINE Pierre d'Houtaud, [dhoutaux@gmail.com](mailto:dhoutaux@gmail.com) 06 50 80 77 71  
MIDI-PYRÉNÉES Vincent Crousier, [vcrousier@yahoo.fr](mailto:vcrousier@yahoo.fr) 06 38 85 08 22  
NORMANDIE Philippe Chancerel, [chancerel.philippe@neuf.fr](mailto:chancerel.philippe@neuf.fr) 06 08 34 57 39  
OUTRE-MER M. Mercier, [maelle.mercier81@gmail.com](mailto:maelle.mercier81@gmail.com) 06 11 32 36 07  
PARIS-IDF Yannick Caroff, [yannickcaroff@solidariteetprogres.org](mailto:yannickcaroff@solidariteetprogres.org) 06 29 50 18 14  
PAYS DE LOIRE Marc Villain, [marc.villain2@gmail.com](mailto:marc.villain2@gmail.com) 06 51 55 32 08  
POITOU-CHARENTES Samuel D'Houtaud, [samuel.dhoutaud@gmail.com](mailto:samuel.dhoutaud@gmail.com) 06 37 01 30 62  
REGION SUD Pierre Bonnefoy, [pierrebonnefoy@solidariteetprogres.org](mailto:pierrebonnefoy@solidariteetprogres.org) 06 10 37 14 14  
RHÔNE-ALPES Pierre Bonnefoy, [pierrebonnefoy@solidariteetprogres.org](mailto:pierrebonnefoy@solidariteetprogres.org) 06 10 37 14 14  
BELGIQUE Agora ERASMUS [erasmus.politicus@gmail.com](mailto:erasmus.politicus@gmail.com)  
CANADA Tél. : 514 461 1557/7209 - Skype : cdi.crc - [www.comiterepubliquecanada.ca](http://www.comiterepubliquecanada.ca)

**SOUTENEZ LA PRESSE LIBRE !**

## ABONNEZ-VOUS

Choisissez votre formule ci-contre

- Pour un abonnement forfaitaire, libellez votre chèque à l'ordre de : **AFISEP** accompagné de vos coordonnées et adresse sur papier libre.
- Envoyez le tout à : SOLIDARITE & PROGRES BP 27 92114 Clichy cedex
- Pour un abonnement mensualisé ou un paiement par carte en ligne, rendez-vous sur : [ns.abonnements@solidariteetprogres.fr](mailto:ns.abonnements@solidariteetprogres.fr) ou appelez le 01 76 69 14 50.

### Tout le journal



**48€**/an  
25€ pour 6 mois

Je reçois chaque mois *Nouvelle Solidarité* : 8 pages avec un éditorial de Jacques Cheminade et les propositions de Solidarité & Progrès face aux défis de notre époque (version papier + numérique + archives)

### Tout le site web en accès libre



**90€**/an  
ou 8€ par mois

Accès à la chronique de Solidarité & Progrès « *Le monde en devenir* » + accès illimité à la base documentaire de 13 000 articles (dossiers, analyses, brèves, documents de fond...)

### Tout le site web en accès libre + Tout le journal



**112€**/an  
ou 10€ par mois